

MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES ANIMALES ET
HALIEUTIQUES

--==--==--

SECRETARIAT GENERAL

--==--==--

PROGRAMME SD3C

---==---

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

RECRUTEMENT D'UN BUREAU D'ETUDES)

*Avis à Manifestation d'intérêt N°2023-04M/MARAH/SG/PROGRAMME SD3C du
21/09/2023*

*Elaboration de la stratégie de désengagement du Programme Conjoint Sahel, composante
Burkina en réponse aux défis COVID-19, Conflits et Changement Climatique (SD3C)*

Financement : Prêt NO. 2000003650 du 13 février 2021

1. La présente sollicitation de manifestations d'intérêt fait suite au plan de passation des marchés publics de l'année 2023 du PROGRAMME SD3C.
2. Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme SD3C, financé par l'accord de Prêt NO. 2000003650 du 13 février 2021, l'Unité de Gestion du Projet (UGP) à l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du marché de services de prestations intellectuelles : *Elaboration de la stratégie de désengagement du Programme Conjoint Sahel, composante Burkina en réponse aux défis COVID-19, Conflits et Changement Climatique (SD3C)*.
3. Description des prestations. Les services comprennent entre autres **l'identification des acteurs clés du processus de désengagement du SD3C ; la proposition des thématiques de capitalisation pour une meilleure valorisation des expériences et une diffusion des bonnes pratiques ; l'indentification des principaux risques ainsi que la proposition des moyens de mitigation ...**
4. Les candidats (**bureaux d'études**) intéressés sont invités à manifester leur intérêt pour la prestation des services décrits ci-dessus en fournissant les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services.
5. Le présent avis à manifestation d'intérêt est soumis aux directives du FIDA et aux dispositions du décret N°2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 1er février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public Les candidatures seront évaluées sur la base des critères ci-après :
 - **Critère principal** : les expériences similaires du prestataire au cours des cinq (05) dernières années (2018 à 2022) en conduite d'études d'élaboration de stratégie de désengagement des projets et programmes (joindre

obligatoirement les copies des pages de garde et de signature des contrats des expériences similaires ainsi que les copies des attestations de bonne fin) ;

- **Critère subsidiaire** (à départager en cas d'exæquo) : les expériences similaires du prestataire au cours des cinq (05) dernières années (2018 à 2022) en collecte, traitement et analyses de données (joindre obligatoirement les copies des pages de garde et de signature des contrats des expériences similaires ainsi que les copies des attestations de bonne fin).

6. Informations supplémentaires. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des documents de référence à l'adresse suivante : **Programme SD3C sis à Ouaga 2000 côté Nord de Joly Hôtel, Adresse : 15 BP 233 Ouagadougou 15 Téléphone : 25 40 93 63/ 70 23 09 18** et aux heures suivantes du **lundi au vendredi de 08h00mn à 16h00 mn** ou sur les site du PAPFA www.papfa.org et du Projet NEER-TAMBA www.neertamba.org.
7. **La méthode de sélection est la qualification du consultant.** Le consultant le plus expérimenté sera retenu. Seul ce dernier sera invité à remettre une proposition technique et financière. Si cette proposition est jugée conforme et acceptable, le consultant sera invité à négocier le marché.
8. Composition, date et lieu de dépôt. Les manifestations d'intérêt sont composées comme suit :
- la lettre de manifestation d'intérêt adressée à Monsieur le Coordonnateur du PROGRAMME SD3C ;
 - le formulaire d'auto-certification (modèle disponible sur le site dans les tdr) ;
 - les preuves de références similaires (joindre les copies de la page de garde et de signature des contrats ainsi que les attestations de service fait ou de bonne fin) ;
 - les pièces administratives valides (ASC, ASF, DRTSS, AJE, CNF et RCCM).

Elles doivent être déposées à l'adresse ci-après **au secrétariat du Programme SD3C sis à Ouaga 2000 côté Nord de Joly Hôtel, Adresse : 15 BP 233 Ouagadougou 15 Téléphone : 25 40 93 63/ 70 23 09 18** au plus tard le **10 octobre 2023 à 09h00mn.**

NB : la consultation du présent avis à manifestation d'intérêt ainsi que les termes de références y relatifs peut se faire sur les site du PAPFA www.papfa.org et du Projet NEER-TAMBA www.neertamba.org.

Ouagadougou, le 21 septembre 2023

le Coordonnateur

Sié Salif Stephan KAMBOU

CRITERES DE SELECTION DES CONSULTANTS

La méthode de sélection du consultant est conforme à la procédure de qualification du consultant (QC) et sera fondée sur les expériences spécifiques comme suit :

- **Critère principal** : les expériences similaires du prestataire au cours des cinq (05) dernières années (2018 à 2022) en conduite d'études d'élaboration de stratégie de désengagement des projets et programmes (joindre obligatoirement les copies des pages de garde et de signature des contrats des expériences similaires ainsi que les copies des attestations de bonne fin) ;
- **Critère subsidiaire** (à départager en cas d'exæquo) : les expériences similaires du prestataire au cours des cinq (05) dernières années (2018 à 2022) en collecte, traitement et analyses de données (joindre obligatoirement les copies des pages de garde et de signature des contrats des expériences similaires ainsi que les copies des attestations de bonne fin).

Le consultant le plus expérimenté sera retenu. Seul ce dernier sera invité à remettre une proposition technique et financière conformément aux directives du FIDA et aux dispositions du décret N°2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 1er février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public. Si cette proposition est jugée conforme et acceptable, le consultant sera invité à négocier le marché.

A REMPLIR OBLIGATOIREMENT PAR LES CANDIDATS SOUS PEINE DE REJET DE LA CANDIDATURE

Formulaire d'auto-certification

Le présent formulaire d'auto-certification doit être rempli par le soumissionnaire. Le soumissionnaire doit ensuite le renvoyer, accompagné de l'offre/la proposition au **Programme SD3C**. Les instructions à suivre pour remplir le formulaire figurent ci-après.

Dénomination sociale du soumissionnaire:	
Nom et fonction du représentant légal du soumissionnaire:	
Titre du marché:	
Date:	

Je certifie par la présente que je suis le représentant autorisé de **[Nom du soumissionnaire]** et certifie également que les informations fournies dans le présent formulaire sont véridiques et exactes à tous égards importants. Je comprends que toute anomalie significative, fausse déclaration ou non-transmission d'informations requises par le présent formulaire peut entraîner des sanctions et des recours, y compris l'interdiction permanente de participer à des activités ou des opérations financées ou gérées par le FIDA, conformément aux Directives du FIDA relatives à la passation des marchés, au Manuel de passation des marchés du FIDA ainsi qu'à toutes les autres politiques et procédures applicables du FIDA, y compris la **Politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations** (disponible à l'adresse www.ifad.org/anticorruption_policy).

Signature autorisée: _____ **Date:** _____

Nom du signataire en lettres capitales: _____

- Le soumissionnaire certifie que lui-même, son/ses propriétaire(s), ses agents, sous-consultants, sous-traitants, partenaires de consortium ou de coentreprise n'ont recours à **AUCUNE** pratique frauduleuse, ni à **AUCUN** fait de corruption, de collusion, de coercition ou d'obstruction en lien avec la présente procédure de passation de marchés.
- Le soumissionnaire certifie que lui-même, son/ses propriétaire(s), ses agents, sous-consultants, sous-traitants, partenaires de consortium ou de coentreprise ne font l'objet d'**AUCUNE** condamnation pénale, sanction administrative ou suspension temporaire liée à des pratiques frauduleuses ou fait de corruption, de collusion, de coercition ou d'obstruction.
- Le soumissionnaire certifie que lui-même, son/ses propriétaire(s), ses agents, sous-consultants, sous-traitants, partenaires de consortium ou de coentreprise ne font l'objet d'**AUCUNE** exclusion relevant de l'Accord d'exécution mutuelle des décisions d'exclusion¹.
- Le soumissionnaire certifie qu'il n'existe aucun conflit d'intérêts², avéré ou potentiel, susceptible d'influer sur sa capacité à agir dans l'intérêt du **Programme SD3C** ou du Fonds, s'agissant de lui-même, de son/ses propriétaire(s), ses agents, de sous-consultants, de sous-traitants, ou encore de partenaires de consortium ou de coentreprise.
- Le soumissionnaire certifie qu'**AUCUNE** gratification (ni aucun frais, cadeau, commission ou autre élément de valeur) n'a été payée ou donnée, ou ne sera payée ou donnée, dans le cadre de la présente procédure d'appel d'offres.

OU

- [À remplir si la case précédente n'a pas été cochée]**
Le soumissionnaire déclare que les gratifications, frais, commissions, cadeaux ou autres éléments de valeur suivants ont été payés ou versés, ou seront payés ou versés, dans le cadre de la présente procédure d'appel d'offres:

- [Nom du bénéficiaire/Adresse/Date/Justification/Montant]
- [Nom du bénéficiaire/Adresse/Date/Justification/Montant]
- [Nom du bénéficiaire/Adresse/Date/Justification/Montant]

¹ Accord conclu avec le Groupe de la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement, la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Pour plus d'informations, consulter les données à l'adresse suivante: <http://crossdebarment.org/>.

INSTRUCTIONS À SUIVRE POUR REMPLIR LE FORMULAIRE D'AUTOCERTIFICATION

Le soumissionnaire s'engage à vérifier que lui-même, son/ses propriétaire(s), ses agents, sous-consultants, sous-traitants, partenaires de consortium ou de coentreprise ne font l'objet d'**AUCUNE** exclusion relevant de l'Accord d'exécution mutuelle des décisions d'exclusion.

Le soumissionnaire s'engage à suivre la procédure décrite ci-après pour vérifier que lui-même, son/ses propriétaire(s), ses agents, sous-consultants, sous-traitants, partenaires de consortium ou de coentreprise ne figurent **PAS** sur la liste des entreprises et des individus non admissibles de la Banque mondiale (accessible à l'adresse suivante: <https://www.worldbank.org/en/projects-operations/procurement/debarred-firms>) en raison d'une "exclusion croisée".

La liste de la Banque mondiale des entreprises et des individus non admissibles est une base de données qui peut être consultée si l'on souhaite savoir si une personne ou une entreprise est admissible.

Le soumissionnaire doit imprimer, dater et joindre au présent formulaire d'autocertification la/les page(s) de résultats, avec la mention "Absence d'exclusion".

Si un/des résultat(s) s'avère(nt) défavorable(s) (c'est-à-dire si la/les page(s) de résultats montre(nt) qu'un ou plusieurs individus ou une ou plusieurs entités, soumissionnaire y compris, ne sont pas admissibles parce qu'ils font l'objet d'une exclusion croisée) et que le soumissionnaire estime qu'il s'agit d'un "résultat positif erroné", il doit immédiatement en informer le **Programme SD3C**.

² Il y a conflit d'intérêts lorsque les intérêts privés ou personnels d'un soumissionnaire peuvent influencer ou paraître influencer sur l'exercice impartial et objectif de ses tâches. Par intérêts privés ou personnels, on entend les situations dans lesquelles un soumissionnaire semble bénéficier indûment, de manière directe ou indirecte, ou permettre à un tiers de bénéficier indûment, de ses liens avec une entreprise ou un organisme travaillant directement ou indirectement pour le projet.

TERMES DE REFERENCE



BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice



**MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES ANIMALES ET
HALIEUTIQUES**

.....
SECRETARIAT GENERAL

.....
**PROGRAMME CONJOINT SAHEL EN REPONSE AUX DEFIS COVID-19,
CONFLITS ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES
(SD3C-G5 SAHEL + SENEGAL)**

15 BP 233 Ouagadougou 15

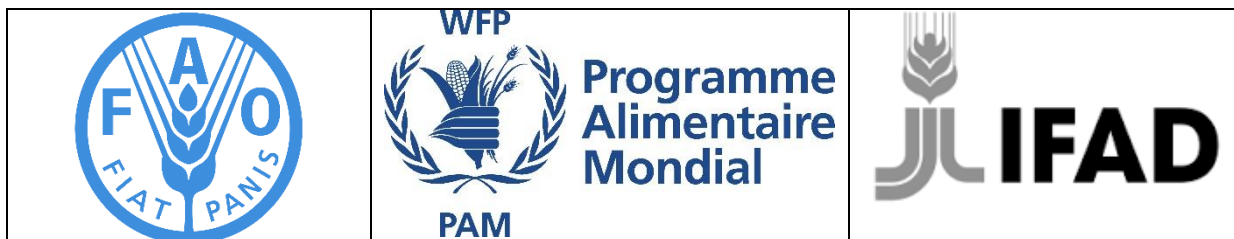
Tél : 25 40 93 63 / 70 23 09 18

Site web : www.neertamba.org / www.papfa.org



Termes de Référence

**ELABORATION DE LA STRATEGIE DE
DESENGAGEMENT DU SD3C
Composante Burkina Faso**



Financement : PTBA 2023: 321E0103 et ligne BFA-200003359-0018-CS-CQS du PPM 2023
Prêt NO. 2000003650 du 13 février 2021

Septembre 2023

1. Contexte et justification

1.1. Pays d'intervention, composantes et impacts attendus du programme SD3C

L'initiative du G5 Sahel est un modèle de coopération sud-sud traduisant la volonté politique et l'union des Etats membres face aux défis de développement durable au Sahel. Ces défis exposent une population de plus de 90 millions d'habitants à l'insécurité alimentaire, à des épisodes fréquents de conflits et de crises qui (i) affaiblissent les moyens d'existence en particulier au sein des exploitations familiales et des catégories socioprofessionnelles à faibles revenus ; (ii) menacent la souveraineté et la stabilité des Etats ; et (iii) fragilisent la paix sociale sans laquelle les processus d'investissement et de création de richesse sont compromis. Dans un contexte sahélien où les effets du changement climatique sont durement ressentis, l'avènement du COVID-19 vient ralentir la productivité dans tous les systèmes de production et leur contribution à l'économie, à la croissance et à l'amélioration des conditions de vie.

Le Programme conjoint Sahel en réponse aux défis Covid-19, conflits et changement climatique (SD3C) porté par le G5 Sahel en partenariat avec les trois agences onusiennes de Rome (FAO-PAM-FIDA) se propose de contribuer à la mise en œuvre de la stratégie du G5 Sahel pour le développement et la sécurité (SDS) à la demande des Gouvernements des 6 pays (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad). Il s'inscrit dans l'axe "Résilience et développement humain" du programme d'investissement prioritaire (PIP) du G5 Sahel et se réfère au pilier "Résilience" de la stratégie intégrée des Nations unies pour le Sahel (UNISS) puis aux objectifs stratégiques 1 et 3 du FIDA portant respectivement sur l'augmentation de la production et la résilience dans les pays du G5 Sahel.

Le SD3C est mis en œuvre en deux (02) phases de trois (03) ans chacune. Il est organisé en trois (03) composantes :

- **Composante 1. Augmentation de la productivité et de la production**

Cette composante devrait permettre d'améliorer la production et la productivité agrosylvopastorales et halieutiques par des pratiques agricoles respectueuses du climat et des ressources en eau. Elle passera par l'amélioration des actifs agrosylvopastoraux et halieutiques et la résilience au changement climatique et le renforcement des capacités de développement et la paix.

- **Composante 2. Intégration économique régionale**

Il s'agit ici, de faciliter l'intégration économique nationale et régionale à travers le renforcement des marchés agricoles transfrontaliers et la sécurisation des échanges commerciaux et transactions diverses aux frontières.

- **Composante 3. Dialogue politique, coordination et gestion**

Cette composante servira de support institutionnel majeur à la mise en œuvre du programme suivant son approche régionale. Elle inscrira son action dans le dispositif de coordination du G5

Sahel dont le leadership opérationnel sera renforcé en appui aux pays dans la mise en œuvre des orientations stratégiques de la région pour consolider les bases de développement et de paix durable des espaces transfrontaliers. Suivant le rationnel régional-national, elle renforcera également la légitimité institutionnelle de l'organe exécutif du G5 Sahel dans la coordination des projets, la gestion des savoirs et la mise à l'échelle des solutions adaptées aux problèmes d'insécurité alimentaire, aux effets du changement climatique et aux crises et conflits divers. Elle est subdivisée en deux sous-composantes : dialogue politique et coordination régionale, puis coordination et gestion par pays.

Le programme vise à consolider les moyens d'existence des petits producteurs, en particulier les femmes et les jeunes vivant en zones transfrontalières. Avec une contribution attendue à la réduction de la pauvreté de l'ordre de 10% dans sa zone d'intervention, le programme dynamisera les espaces socioéconomiques et marchands en proie à l'insécurité et à la variabilité et aux impacts climatiques qui fragilisent la résilience des petits producteurs. Il contribuera à lever les contraintes qui exacerbent les conflits liés à l'effet anthropique sur les ressources naturelles et les difficultés d'accès aux ressources productives. A terme, 75% des bénéficiaires déclareront une amélioration de leurs moyens d'existence, 80% parmi eux adopteront des pratiques et technologies écologiquement durables et résilientes au changement climatique tandis que les échanges commerciaux aux niveaux national et régional augmenteront de l'ordre de 10%.

Le programme impactera également les capacités institutionnelles du G5 Sahel en matière de dialogue politique et social inclusif en faveur de la paix et de la sécurité avec l'implication active des organisations de producteurs dans un rôle de premier plan concernant : (i) la prévention et la gestion des conflits entre agriculteurs et éleveurs dans les couloirs de transhumance ; (ii) l'identification et la gestion des infrastructures économiques transfrontalières ; (iii) la promotion des bonnes pratiques/mesures préventives contre le COVID-19 et les infections à forte propension endémique ; (iv) la mise en œuvre des mesures douanières protectionnistes visant à promouvoir la consommation des produits locaux. Enfin, la mise en œuvre du programme contribuera à développer et promouvoir l'utilisation des services financiers digitaux dans l'objectif de sécuriser les transactions aux frontières.

1.2. Ciblage géographique du programme SD3C

Le choix de la zone géographique a été raisonné suivant deux échelles :

- La première échelle concerne 4 axes géographiques formant des passerelles économiques naturelles pour la circulation des personnes, des biens, des capitaux et des services transfrontaliers : (i) l'axe Tchad-Niger du ressort du lac Tchad assurant des fonctions d'intégration économique avec le Niger grâce à un mode d'exploitation intensif basé sur les mobilités humaines, la pluriactivité et l'intégration de l'agriculture de décrue, de l'élevage transhumant et de la pêche ; (ii) l'axe Burkina Faso – Mali dans le Liptako-Gourma avec une

économie dominée par le pastoralisme transhumant, faiblement diversifiée avec l'agriculture sédentaire, l'agro-pastoralisme et la pêche ; (iii) les axes Sénégal-Mali et Sénégal- Mauritanie relevant du bassin du fleuve Sénégal constituent des routes d'intégration avec des flux d'échanges et caractérisés par la mobilité économique des usagers provenant des trois pays ; et (iv) l'axe Mauritanie Est-Mali caractérisé par le pastoralisme transfrontalier, la production agropastorale et une forte mobilité humaine et animale. Au total 21 régions administratives seront concernées dans les 6 pays.

- La deuxième échelle cible les zones de concentration à l'intérieur des espaces transfrontaliers. Les interventions toucheront un nombre limité de zones d'ancrage opérationnel et de concentration dont la plupart seront des communes. La définition de ces zones d'ancrage affinée au démarrage du programme est disponible dans la stratégie de ciblage régionale.

Au Burkina Faso, la zone géographique va couvrir les zones frontalières ayant un accès humanitaire dans les régions du Sahel, de la Boucle du Mouhoun et du Nord. Le programme ciblera six (6) communes, Région de la Boucle du Mouhoun : Communes de Toéni (Sourou) et Djibasso (Kossi), Région du Nord : Communes de Titao (Loroum) et de Oula (Yatenga), Région du Sahel : Communes de Dori et Seytenga.

Ces communes sont sujettes à des conflits ou accueillant des victimes de conflits, des crises, de graves problèmes environnementaux et une dégradation accélérée des sols. Le programme ciblera directement environ 20 000 ménages ruraux (10 000 ménages dans une première phase de 3 ans), représentant 120 000 membres des ménages. Toutes les activités prévues mettent un accent sur les questions de genre et de jeunesse. L'objectif est d'atteindre 50 pourcent de femmes et 40 pourcent de jeunes.

Le document de conception du projet aborde une question d'importance capitale qui est celle de la durabilité des interventions qui passe nécessairement par la définition d'une approche cohérente de pérennisation des acquis impliquant l'ensemble des acteurs de mise en œuvre. Fort de cette conviction, La mission de supervision de mai 2023 a recommandé au titre activités prioritaires, l'élaboration d'une stratégie de désengagement qui servira de document de référence et d'orientation des actions à mener en matière de durabilité. Les présents termes de référence ont été élaborés pour servir de guide au recrutement du Consultant individuel qui sera commis à la tâche.

2. Objectifs de l'étude

L'objectif global de l'étude est de mettre à la disposition du SD3C un document de stratégie assorti d'un plan de désengagement et orienté sur la durabilité des interventions. De façon spécifique, il s'agira de : (i) partir des grandes orientations du document de conception et de l'expérience d'autres projets/programmes pour proposer une stratégie de retrait graduel du projet qui garantisse la responsabilisation des acteurs et la durabilité des acquis, (ii) identifier les acteurs clés du processus de

désengagement du SD3C, (iii) pour chaque acteur clé identifié, définir clairement la responsabilité qui lui incombe et les tâches à exécuter dans le processus et documenter à chaque niveau les rôles et responsabilités des acteurs, (iv) proposer à partir des tâches et responsabilités, des axes d'intervention prioritaires pour une sortie réussie du projet, (v) proposer des thématiques de capitalisation pour une meilleure valorisation des expériences et une diffusion des bonnes pratiques, (vi) proposer un plan d'exécution des principales tâches liées à l'achèvement et à la clôture du projet suivant les exigences du FIDA et du Gouvernement du Burkina Faso, (vii) identifier les principaux risques et proposer les moyens de leur mitigation.

3. Résultats attendus

Les principaux résultats attendus de l'étude sont : (i) les acteurs clés du processus de désengagement du SD3C sont identifiés, (ii) les rôles et responsabilités des acteurs clé identifiés sont définis, (iii) des axes d'intervention prioritaires pour une sortie réussie du projet sont proposés à partir des tâches et responsabilités, (iv) des thématiques de capitalisation pour une meilleure valorisation des expériences et une diffusion des bonnes pratiques sont proposées, (v) un plan d'exécution des principales tâches liées à l'achèvement et à la clôture du projet suivant les exigences du FIDA et du Gouvernement du Burkina Faso est élaboré, (vi) les principaux risques sont identifiés et les moyens de mitigation sont proposés.

4. Méthodologie de l'étude et mandat du Consultant

L'étude se déroulera selon une approche participative qui privilégiera les échanges et la concertation entre acteurs dans les prises de décisions. Le Consultant jouera un rôle d'analyste avisé, de facilitateur, d'orientation et d'organisation des réflexions. Son mandat consistera essentiellement à : (i) la préparation de l'étude, (ii) la collecte des données sur le terrain, (iii) le traitement et l'analyse des données collectées, (iv) la restitution et la validation des résultats obtenus, (v) la finalisation du document de stratégie.

5. Durée de l'étude

Le consultant proposera un calendrier prévisionnel de travail en tenant compte de la durée de la prestation qui est de soixante (60) jours calendaires à compter de la date de notification de l'ordre de service et le niveau d'effort global ne saurait excéder **120 hommes/jours**. Cette durée prendra en compte l'animation d'un atelier de cadrage et un atelier de restitution/ validation de la stratégie proposée. Le démarrage de la prestation est prévu pour la deuxième semaine du mois d'octobre 2023.

Actions prévues	Durée								Temps effectif de travail (H/J)	Livrables
	S1	S2	S3	S4	S5	S6	S7	S8		
Préparation de l'étude (Prise de									7	Rapport de cadrage

Actions prévues	Durée								Temps effectif de travail (H/J)	Livrables	
	S1	S2	S3	S4	S5	S6	S7	S8			
contact avec l'équipe, rencontre de cadrage, recueil documentaire, conception des outils de collecte)											validé par l'UGP
Collecte de données sur le terrain (entretien/ rencontres d'échanges avec les groupes cibles)									20		Ebauche du rapport d'enquêtes
Conceptualisation et rédaction de la stratégie									20		Version provisoire de la stratégie de désengagement
Validation du document de stratégie									1		Compte rendu de l'atelier de validation
Finalisation du document de stratégie (intégration des amendements de la rencontre de validation)									12		Version finale du document de stratégie de désengagement
Total									60		

6. Livrables

Au terme de l'étude, le Consultant remettra un document de stratégie provisoire au SD3C **au plus tard quarante-cinq (45) jours calendaires après le démarrage de l'étude**. La Coordination du projet aura dix **(10) jours** pour envoyer ses commentaires. Ce temps de réaction de l'équipe pour l'amendement du rapport n'est pas déductible du délai d'exécution. La version finale du document de stratégie devra être déposée en trois (3) exemplaires sur support papier et un fichier électronique **au plus tard 15 jours calendaires après la réception des amendements de l'équipe du projet**.

7. Profil du Consultant/bureau d'Etudes

Il est recherché pour cette étude un cabinet justifiant de solides expériences avérées dans le domaine du développement rural surtout en matière d'élaboration de stratégie de désengagement des projets et programmes.

L'équipe à proposer par le consultant devrait se composer d'un nombre raisonnable de professionnels qualifiés et expérimentés ayant fait leurs preuves dans l'élaboration de stratégie de désengagement, des projet et programme de développement rural et possédant une compréhension assez approfondie du développement rural, ainsi que du genre et de l'inclusion sociale. Les candidats devront proposer un coordonnateur/chef d'équipe de l'étude, et un assistant et au besoin des enquêteurs pour la collecte des données.

7.1 Postes minimums de professionnels clés

1. Un coordonnateur/chef d'équipe de l'étude :

Le coordonnateur technique devrait répondre au profil suivant :

- Qualifications et compétences : formation universitaire, de niveau BAC + 5 ans, en développement rural, agroéconomie, socio-économie, économie ou tout autre diplôme jugé équivalent.
- Expérience générale : une expérience avérée de dix (10) années minimums dans le domaine du développement rural, une expérience de travail dans les projets et programmes financés par le FIDA et la connaissance de procédures du FIDA serait un atout.
- Expériences similaires : Avoir au moins deux (2) expériences similaires et solide en matière de conduite d'étude sur les stratégies de désengagement des projets et programme de développement

Le coordonnateur/chef d'équipe de l'étude aura pour mission de coordonner la planification et l'exécution de l'étude, et de veiller à ce que le travail accompli réponde aux plus hautes normes professionnelles. Le titulaire devra s'assurer que le mécanisme de contrôle de qualité mis en place pour l'étude est efficace ;

2. Un Assistant consultant

Avoir au moins un BAC+4 en développement rural, en économie, statistique ou informatique.
Expérience générale de trois (03) ans
Disposer d'expérience en conduite d'étude socioéconomique
Avoir au moins une (01) expérience spécifique dans l'élaboration d'étude sur le désengagement.

3. Trois (03) enquêteurs

La qualification minimum est du niveau BAC incluant la connaissance de la langue locale et au moins une (01) expérience spécifique en collecte de données.
Le nombre d'enquêteur à recruté est estimé à trois à raison d'un par région.